Le Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains résidant à l'Etranger, Nasser Bourita, a tenu, mercredi 27 novembre 2024, une visioconférence avec son homologue panaméen, Javier Eduardo Martinez-Acha Vasquez, suite au message adressé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI au Président de la République du Panama, SEM. José Raul Mulino, après la décision de son pays de suspendre toute reconnaissance de la pseudo "rasd", en soulignant que cette décision ouvre une nouvelle page dans les relations bilatérales entre le Royaume du Maroc et la République du Panama.

A cette occasion, M. Vasquez a exprimé au nom du gouvernement et du peuple panaméens sa haute estime pour le Message Royal adressé au Président de la République.

La suspension de la reconnaissance de l'entité séparatiste par le Panama intervient à la veille du début du mandat de ce pays, en tant que membre non permanent du Conseil de Sécurité, à compter du 1er janvier 2025.

A ce titre, la voix du Panama apportera au Conseil de Sécurité une contribution active à la recherche d'une solution définitive au différend régional autour du Sahara marocain, dans le cadre des paramètres établis par la dernière Résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Cette décision de la République du Panama vient, par ailleurs, renforcer la dynamique internationale que portent d'ores et déjà de très nombreux pays de par le monde, à la faveur d'une solution définitive au différend régional autour du Sahara marocain, sur la base de l'Initiative d'autonomie présentée par le Maroc depuis 2007.

Dans le contexte de cette nouvelle dynamique dans la relation bilatérale, de nombreuses perspectives prometteuses s'offrent au Maroc et au Panama pour insuffler un nouvel élan à leur coopération dans divers secteurs stratégiques, à la faveur d'un partenariat solide, basé sur l'amitié et la confiance mutuelle.

A ce titre, les deux parties ont souligné, l'importance du renforcement du cadre juridique de la coopération bilatérale et de l'activation du mécanisme de consultations politiques entre les Ministères des affaires Etrangères des deux pays.

Ils ont également exprimé, dans une Déclaration conjointe, la volonté d’accroître le commerce bilatéral et de développer un partenariat économique dynamique fondé sur le commerce et l’investissement.